F

Mars 2012

منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة | 联合国粮食及农业组织 | Food and Agriculture Organization of the United Nations | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture | Продовольственная и сельскохозяйственная организация Объединенных Наций | Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura

TRENTE-DEUXIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Buenos Aires (Argentine), 26-30 mars 2012

ACTIVITÉS DE LA FAO DANS LA RÉGION EN 2010-2011 ET PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET POUR 2012-2013

Résumé

- Les activités menées par la FAO dans la région Amérique latine et Caraïbes au cours de l'exercice biennal 2010-2011 ont été axées sur les domaines prioritaires définis par la trente et unième Conférence régionale: sécurité alimentaire et nutritionnelle, changement climatique et durabilité de l'agriculture et des ressources naturelles, agriculture familiale, santé animale et végétale, sécurité sanitaire des produits alimentaires; la mise en œuvre de la décentralisation et de la gestion axée sur les résultats ont également été prises en compte. Les ressources destinées à la région étaient en hausse par rapport aux exercices antérieurs à 2008, grâce notamment aux apports extrabudgétaires de l'Espagne et de l'Union européenne et à la contribution d'un nouveau donateur, le Brésil. Priorité a été accordée aux travaux de coopération sur des projets pour les pays les plus en difficulté, Haïti en particulier, ainsi qu'à la mise en œuvre de projets financés par des ressources provenant directement des pays bénéficiaires.
- Le budget total du Programme de travail et budget proposé pour l'exercice biennal 2012-2013 est estimé à 190,8 millions d'USD et prend en compte les recommandations des Commissions techniques régionales, ainsi que les priorités identifiées à l'occasion de forums ministériels, de consultations sous-régionales et de concertations avec la société civile. Ainsi, l'objectif est d'obtenir des résultats dans les quatre grands domaines prioritaires pour la région et dans des domaines transversaux comme la gestion des connaissances, l'intégration des considérations de parité hommes-femmes, la participation de la société civile à la sécurité alimentaire, la poursuite de la décentralisation et l'application des recommandations du Programme de travail pluriannuel 2012-2015 de la Conférence régionale.

Mesures proposées par la Conférence régionale

La trente-deuxième Conférence régionale de la FAO soumet à l'attention du Conseil et de la Conférence de la FAO:

- Le rapport sur les activités de la FAO dans la région pendant l'exercice biennal 2010-2011.
- Le Programme de travail et budget 2012-2013 de la FAO pour la région Amérique latine et Caraïbes, dont les résultats attendus au niveau régional sont les suivants:

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse www.fao.org.

- Renforcement des capacités des gouvernements, parlements et société civile en matière d'élaboration de législations, de politiques publiques et d'institutions à l'appui de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Gestion durable des ressources naturelles des pays de la région et renforcement des capacités nationales et régionales face aux nouveaux défis environnementaux, en particulier le changement climatique mondial.
- Cadres institutionnels et capacités renforcées pour l'agriculture familiale dans les pays de la région.
- Amélioration de la situation sanitaire des pays et des programmes régionaux de lutte contre les ravageurs et les maladies et de contrôle de la sécurité sanitaire des aliments.
- Consolidation de la réforme et de la décentralisation de la FAO dans la région et intégration croissante des considérations de parité hommes-femmes dans les projets et travaux de l'Organisation**.**

Veuillez adresser toute question concernant la teneur du présent document à:

M. Tito Díaz, Secrétaire LARC 32 (Tito.Diaz@fao.org)

I. Introduction

1. Le présent document résume la mise en œuvre du programme de travail et budget et les activités réalisées, ainsi que les résultats obtenus par la FAO dans la région Amérique latine et Caraïbes pendant l'exercice biennal 2010-2011, et présente une synthèse du programme de travail et budget pour l'exercice biennal 2012-2013; les recommandations spécifiques de la trente et unième Conférence régionale auxquelles se réfère chaque partie du présent rapport sont indiquées en note de bas de page.
2. L'exercice 2010-2011 a été caractérisé par une période de hausse et d'instabilité des prix mondiaux des aliments, ce qui, d'une part, a suscité des occasions de développer les investissements et la production agricoles, et d'autre part, a accru les défis à relever en matière de lutte contre la faim[1]. En conséquence, et conformément aux priorités définies par la trente et unième Conférence régionale, la FAO a amplifié et renforcé ses activités en les axant sur les thèmes suivants: i) sécurité alimentaire et nutritionnelle; ii) changement climatique et durabilité des ressources naturelles; iii) agriculture familiale et; iv) santé agricole et sécurité sanitaire des aliments.
3. Le processus de réforme et de décentralisation[2] de la FAO, ainsi que la création de groupes de travail multidisciplinaires en fonction des priorités régionales et le renforcement des alliances avec différentes organisations internationales et gouvernementales ont permis d'aller vers une efficience et une efficacité accrues de l'action de l'Organisation dans la région[3]. La coordination entre le Siège, le bureau régional et les bureaux sous-régionaux a contribué à la cohérence des activités menées dans la région au regard des objectifs stratégiques mondiaux de l'Organisation.

II. Activités et résultats pour l'exercice biennal 2010-2011

4. Les ressources du budget ordinaire de l'exercice biennal 2010-2011 ont été de 53 pour cent supérieures à celles attribuées à la région pour l'année 2008, et elles se sont élevées à

[1] Voir documents LARC/12/INF/7 et LARC/12/3.
[2] Activités répondant aux recommandations des points 36 et 84 du rapport de la Trente et unième Conférence régionale.
[3] Voir LARC/12/6 et LARC/12/5.

28,6 millions d'USD en 2011. De la même manière, le Programme de terrain[4], principal instrument de financement des projets de la FAO au niveau des pays, a enregistré une hausse de 48 pour cent par rapport à l'exercice antérieur, avec 132,2 millions d'USD mis en œuvre pendant la période 2010-2011.

5. Près de 70 pour cent du financement du Programme de terrain mis en œuvre pendant l'exercice provenaient de contributions volontaires de pays donateurs (dont 46 pour cent au titre du Programme de coopération FAO-gouvernements, et 24 pour cent au titre des fonds fiduciaires unilatéraux pour la mise en œuvre de projets dans le pays apportant les ressources). Les 30 pour cent restants provenaient de ressources du budget ordinaire de l'Organisation et ont été assurés par l'intermédiaire du Programme de coopération technique de la FAO et de projets conjoints avec d'autres organismes des Nations Unies. Les actions menées conjointement avec les partenaires stratégiques du système des Nations Unies (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), Organisation internationale du travail (OIT), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)), ainsi que le système interaméricain (IICA) ont également été renforcées et élargies.

6. Le Programme de terrain a été axé sur les pays les plus en difficulté des différentes sous-régions et sur la mise en œuvre de projets financés avec des ressources nationales (fonds fiduciaires unilatéraux) dans d'autres pays disposant de plus grandes capacités économiques. Il a pu bénéficier de la participation d'institutions nationales de la région et de l'apport d'autres membres, comme l'Espagne, qui a financé des projets régionaux et nationaux chiffrés à 88 millions d'USD dans le cadre du *Fondo España*, ou l'Union européenne, avec des projets en cours à hauteur de 43,5 millions d'USD, et le Canada, avec 22 millions d'USD.

7. Depuis trois ans, le Brésil a progressivement augmenté sa contribution financière à des projets bénéficiant à d'autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Cette contribution s'élève actuellement à 11 millions d'USD, au titre du Programme Brésil–FAO, qui établit des modalités de coopération exemplaires pour contribuer au transfert de technologies dans les pays de la région.

8. Ces efforts communs de la FAO et des pays donateurs trouvent un point de convergence avec l'Initiative « L'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim d'ici à 2025 », qui sert de cadre aux initiatives de coopération du bureau régional en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

9. Comme le Programme ordinaire, le Programme de terrain a été axé sur les quatre priorités thématiques régionales. Trente-sept pour cent des ressources du dernier exercice biennal ont été attribuées à des projets liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle; 35 pour cent à la priorité concernant le changement climatique et à la gestion durable de l'agriculture et des ressources naturelles; 22 pour cent à des projets d'agriculture familiale; et 5 pour cent à la santé animale et végétale et la sécurité sanitaire des aliments, y compris la priorité transversale accordée, dans tous ces domaines, aux considérations de parité hommes-femmes et aux jeunes.

10. Les apports et résultats de l'action de la FAO dans chacun des domaines prioritaires définis par la trente et unième Conférence régionale sont résumés ci-après.

Domaine prioritaire: Sécurité alimentaire et nutritionnelle[5]

11. Une aide a été apportée à l'Initiative « L'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim », et des progrès ont été enregistrés concernant les programmes législatifs et de formulation de politiques publiques aux niveaux national et régional. Des fronts parlementaires contre la faim ont été créés et ont donné une impulsion initiale à la législation relative au droit fondamental à l'alimentation. Il existe actuellement des fronts parlementaires contre la faim au sein du Parlement

[4] Le Programme de terrain de la FAO mis en œuvre dans la région, grâce auquel les projets sont financés, englobe: le Programme de coopération technique de la FAO (PCT); le Programme de coopération FAO/gouvernements; le Fonds pour l'environnement mondial (FEM); les Fonds fiduciaires unilatéraux; le Programme conjoint des Nations Unies; les projets d'intervention d'urgence (OSRO): le Programme Telefood .

[5] Activités en lien avec les points 14, 15, 31, 34, 74, 75 et 76.

latino-américain (PARLATINO), du Parlement centre-américain (PARLACEN) et des parlements nationaux de neuf pays (Argentine, Colombie, Équateur, Honduras, Nicaragua, Mexique, Paraguay, République dominicaine et Uruguay).

12. Les activités ayant fortement contribué à la conception et à la mise en œuvre de politiques, programmes et projets liés à la sécurité alimentaire sont les suivantes:

- programmes de sécurité alimentaire au Mexique, au Guatemala, en El Salvador, au Honduras, au Nicaragua, au Brésil, en Équateur, en Bolivie et au Paraguay;
- observatoires nationaux de la sécurité alimentaire: des recommandations en matière de politiques publiques ont été communiquées aux gouvernements, et des débats politiques ont été organisés entre différents acteurs sociaux, dans des domaines liés à la sécurité alimentaire; ces recommandations ont été élaborées en collaboration avec la CEPALC et l'OIT, et s'appuient sur des analyses effectuées dans 20 pays de la région sur des thèmes comme les mesures à prendre pour lutter contre la pauvreté rurale, le fonctionnement des marchés du travail, les conditions de travail des travailleuses agricoles temporaires, la dynamique foncière;
- renforcement des capacités de 2 130 décideurs du secteur public ainsi que d'environ 500 chefs d'organisations populaires de la société civile sur des thèmes liés à la sécurité alimentaire et au développement rural, le tout visant à soutenir les pays qui mettent en place des processus participatifs de gestion de politiques publiques.

13. Des informations utiles ont été fournies aux pays, et le dialogue sur les politiques de sécurité alimentaire a été favorisé pour pouvoir relever les défis que représentent la hausse et l'instabilité des prix agricoles, notamment:

- en mettant à la disposition des pays un système régional de suivi de la sécurité alimentaire qui génère des rapports mensuels sur les prix, des bulletins trimestriels et un panorama annuel sur la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Amérique latine et aux Caraïbes;
- grâce à un rapport rédigé conjointement avec la CEPALC et l'IICA sur les perspectives de l'agriculture et du développement rural des Amériques; et
- grâce à des dialogues intersectoriels sous-régionaux sur les politiques permettant de faire face à la hausse et l'instabilité des prix des aliments, échanges qui ont rassemblé 460 décideurs et administrateurs de politiques d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale, des Caraïbes et du Mexique, en collaboration avec la CEPALC, l'IICA et le Groupe régional pour l'assistance technique.

14. Des activités ont été menées avec le secteur éducatif pour renforcer l'enseignement en matière de nutrition, de sécurité alimentaire et de droit à l'alimentation; l'une des activités phares a été le renforcement des capacités de plus de 2500 professeurs du cycle primaire sur des questions de nutrition et de sécurité alimentaire au Guatemala, en El Salvador, au Honduras, en République dominicaine et aux Bahamas.

Domaine prioritaire: Changement climatique et durabilité de l'agriculture et des ressources naturelles[6]

15. Les mécanismes et les cadres normatifs pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets et en faveur de la production durable d'aliments dans la région ont été renforcés par les moyens suivants:

- renforcement des réseaux régionaux pour l'atténuation des effets du changement climatique, comme le Réseau de parcs terrestres et côtiers maritimes, le Réseau latino-américain de coopération technique pour la gestion des bassins versants (REDLACH) et le Réseau latino-américain de coopération technique pour les parcs nationaux, les autres zones protégées, la faune et la flore sylvestres (REDPARQUES), avec lequel une surveillance du changement climatique dans les zones vulnérables est actuellement mise en place;

[6] Activités en lien avec les points 46, 47, 48,49, 51, 52, 53, 54, 59, 63, 66, 67, 68, 69 et 70.

- analyses et recommandations contenues dans le document sur le développement durable 20 ans après le Sommet « Planète Terre », *La sostenibilidad del desarrollo a 20 años de la Cumbre para la Tierra: Avances, brechas y lineamientos estratégicos para América Latina y el Caribe*, en collaboration avec la CEPALC et d'autres organismes, dans le cadre de la préparation de la Conférence Rio+20;
- cadres institutionnels, plans nationaux et programmes pour faire face au changement climatique, mis au point en Équateur, au Pérou, en Uruguay et au Venezuela;
- formation en matière de politiques et de projets de développement des biocarburants en tant que substituts des carburants fossiles, grâce à des forums régionaux au Chili et au Brésil et formation à l'utilisation du logiciel *Biosoft* de la FAO en Argentine, au Chili et au Mexique, ainsi que dans le cadre du projet Bioénergie et sécurité alimentaire au Pérou; et
- analyse régionale des effets potentiels du changement climatique sur les secteurs de la pêche et de l'aquaculture, assortie de recommandations pour leur adaptation.

16. Encouragement à la mise au point de systèmes efficaces de production animale, végétale, forestière, halieutique et aquacole, qui contribuent à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation des effets de celui-ci sur les ressources naturelles et la dégradation des terres, grâce notamment aux activités suivantes:

    - soutien apporté à la Commission régionale de développement de l'élevage (CODEGALAC) et à la mise en œuvre et au suivi de ses recommandations;
    - élaboration d'un projet régional de renforcement de capacités de gestion de l'élevage durable dans cinq pays;
    - mise en œuvre du projet régional pour le renforcement institutionnel en matière d'administration financière pour la gestion durable des terres pour l'Amérique centrale et la République dominicaine; et
    - débats politiques publics sur les systèmes sylvopastoraux durables en Amérique centrale et sur la pêche responsable à petite échelle dans la région.

17. La pêche et l'aquaculture durables ont notamment été encouragées par les activités suivantes:

    - aide apportée à la Commission des pêches intérieures et de l'aquaculture pour l'Amérique latine et les Caraïbes (COPESCAALC);
    - création du Réseau d'aquaculture des Amériques; celui-ci a déjà donné naissance à un nombre important d'activités de renforcement de capacités et de développement de la collaboration intrarégionale pour le développement durable de l'aquaculture, en particulier au bénéfice des petits producteurs aquacoles;
    - application d'une approche écosystémique des pêches et de l'aquaculture, l'accent étant mis sur la sécurité alimentaire, la croissance économique équitable et la bonne gestion des ressources halieutiques. Cette approche a également été diffusée par la COPESCAALC et le Réseau d'aquaculture des Amériques, avec des activités de renforcement des capacités et de vulgarisation; et
    - soutien à de nombreux pays dans la lutte contre la pêche illicite et le renforcement des capacités en matière de collecte et de traitement des informations sur les flottilles de pêche.

18. Le secteur forestier a bénéficié d'une aide en tant qu'élément essentiel d'atténuation des effets du changement climatique – ce qui est particulièrement d'actualité pour le présent exercice, 2011 étant l'Année internationale des forêts – grâce notamment aux activités suivantes:

    - aide à la Commission régionale des forêts (CFALC) et à la mise en œuvre et au suivi de ses recommandations;
    - mise en œuvre du Programme des Nations Unies pour la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (UN-REDD), menée par la FAO en Bolivie, au Paraguay et au Panama, et du Projet de gestion durable des forêts pour le Cône Sud (TCP/MUL/3301), utilisés comme base d'un système territorial de suivi de la gestion durable des forêts;

- aide aux programmes forestiers nationaux dans 17 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, notamment grâce au renforcement des capacités des institutions forestières en vue d'encourager la participation des acteurs à la prise de décisions du secteur forestier et à l'élaboration de stratégies de financement de l'action en faveur des forêts;
- lancement d'une initiative en Amérique centrale et aux Caraïbes visant à favoriser les mécanismes de dédommagement pour l'eau des propriétaires de forêts, grâce à une rémunération pour services environnementaux;
- inventaires forestiers effectués au Pérou, au Nicaragua, en Équateur, au Brésil et au Chili;
- collaboration avec les réseaux latino-américains de maîtrise et de prévention des incendies de forêts; et
- échange d'expériences en matière de politiques et de législation forestière entre différents pays d'Amérique du Sud.

19. Une nouvelle stratégie axée sur la gestion des risques de catastrophe a été mise en œuvre, l'accent étant mis sur le renforcement des capacités des pays de se préparer aux situations d'urgence et d'y faire face. À cet égard, les mesures suivantes ont été prises:

- aide aux pays touchés par des crises, par exemple les pêcheurs chiliens victimes du raz de marée de 2010 ou les pêcheurs péruviens touchés par le séisme de 2007. Une aide a également été apportée aux agriculteurs haïtiens touchés par le raz de marée et la sécheresse, aux petits producteurs de camélidés andins touchés par le gel au Pérou, aux agriculteurs dominicains touchés par les tempêtes du précédent exercice, aux 22 400 familles rurales colombiennes touchées par des catastrophes naturelles et exposées à la violence, et aux agriculteurs de Saint-Vincent-et-les Grenadines et de Sainte-Lucie touchés par le cyclone Tomas. Tous ont bénéficié d'une aide pour le rétablissement de leurs capacités de production d'aliments;
- aide technique de la FAO au Chili, à l'Équateur, au Guatemala, au Nicaragua, au Pérou, à la République dominicaine et à Cuba pour l'élaboration et le développement de stratégies nationales, de plans et de systèmes institutionnels de détection de vulnérabilités face au changement climatique et des situations de crise potentielles, et de rétablissement des capacités de production; et
- aide technique de la FAO à Sainte-Lucie, à la Dominique et au Belize pour renforcer l'aptitude du secteur de l'agriculture à faire face aux catastrophes naturelles, contribuant ainsi à favoriser la croissance économique durable et la lutte contre la pauvreté.

Domaine prioritaire: Agriculture familiale et développement rural (AF)[7]

20. La capacité de production d'aliments des petits producteurs et de l'agriculture familiale a été renforcée grâce aux mesures suivantes:

- accès à l'utilisation de semences de qualité, grâce au Programme de soutien à l'agriculture familiale rurale au Pérou, en Bolivie et en Équateur afin d'améliorer la disponibilité, l'accès et l'utilisation de semences de qualité dans les régions des hauts plateaux andins (GCP/RLC/183/SPA), au bénéfice de 5 400 agriculteurs et 600 petits producteurs de semences, qui forme 850 professionnels des secteurs public et privé de ces pays; et le projet pour le renforcement des politiques de production de semences des céréales de base à l'appui de l'agriculture familiale pour la sécurité alimentaire dans les pays membres du Conseil agricole d'Amérique centrale (GCP/RLA/182/SPA), dont bénéficient plus de 10 000 agriculteurs du Guatemala, du Honduras, d'El Salvador, du Nicaragua, du Costa Rica, du Panama et du Belize, tous deux élaborés en collaboration avec l'Espagne;
- Encouragement à l'agriculture urbaine et périurbaine en tant que stratégie contribuant à la sécurité alimentaire et à la production durable de cultures, ce qui a permis de créer 20 000 potagers familiaux productifs et environ 50 centres de démonstration et de formation aux bonnes pratiques agricoles dans plusieurs pays, parmi lesquels on retiendra les projets suivants: i) UTF/COL/027/COL et UTF/COL/028/COL, avec 71 000 bénéficiaires en Colombie; ii) GCP/GUA/017/SPA, GCP/NIC/038/SPA et TCP/HON/3203, qui ont permis la

[7] Activités en lien avec les points 3 et 77.

création de potagers familiaux productifs au Guatemala, au Nicaragua et au Honduras grâce à la collecte et/ou au recyclage d'eaux ménagères et; iii) TCP/CUB/3201, qui a contribué à la mise en œuvre d'une agriculture de conservation dans le cadre de la production périurbaine de La Havane (Cuba);

- Plans et stratégies nationaux de développement aquacole au Mexique, au Nicaragua, en Colombie, au Pérou, en Bolivie, au Paraguay, à la Jamaïque et en Uruguay; et
- projets de gestion communautaire participative des forêts pour la petite agriculture, avec l'intégration de communautés autochtones, dans les pays des Caraïbes, au Chili, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua, au Panama, au Pérou et en Équateur, projets de relèvement et d'activités productrices de développement d'aliments traditionnels de l'agriculture familiale autochtone, comme le projet de renforcement des organisations autochtones des hauts plateaux andins et la sauvegarde de leurs produits traditionnels GCP/RLA/163/NZE.

21. L'aptitude de l'agriculture familiale à s'intégrer dans les circuits commerciaux et à accéder aux marchés, a été renforcée grâce aux mesures suivantes:

- création d'outils et élaboration de recommandations en matière de politiques en faveur des marchés de rue et mise en place de marchés locaux au Chili et pour l'intégration de l'agriculture familiale de pays du Marché commun austral dans les marchés agroalimentaires; et
- échange de connaissances en matière d'achats publics de l'agriculture familiale.

22. Les capacités de l'agriculture familiale ont été renforcées pour améliorer la nutrition des ménages, grâce à la formation de plus de 1 000 chefs communautaires, tant de la société civile que des associations de consommateurs, sur des aspects pratiques de nutrition et d'alimentation en El Salvador, au Honduras, au Guatemala, en République dominicaine et en Colombie.

Domaine prioritaire: Santé agricole et sécurité sanitaire des aliments[8]

23. Formulation de normes sanitaires et renforcement des capacités nationales de gestion de la santé animale et végétale, de sécurité sanitaire des aliments et de gestion des pesticides dans la région.

24. En matière de santé végétale, des projets ont été conçus pour prévenir la dissémination du *Huanlongbing*, maladie transfrontières dévastatrice pour les agrumes, aux graves répercussions économiques et sociales, face à laquelle la FAO met actuellement en œuvre une stratégie régionale de prévention qui englobe tous les pays de la région. En outre, la coopération entre les pays du Cône Sud a été encouragée, en particulier en ce qui concerne la lutte contre des espèces envahissantes et la prévention et la maîtrise des incendies.

25. La FAO a apporté une importante contribution à l'élimination de 200 tonnes de pesticides périmés, a soutenu la recherche en matière de biodégradation des pesticides pour plus de 3 000 tonnes de semences de coton contaminées au Paraguay, et a formé à la gestion des pesticides des fonctionnaires de Bolivie, de l'Équateur, de Colombie et du Pérou, ainsi que des pays des Caraïbes.

26. Dans le domaine de la santé animale, des projets régionaux ont été élaborés pour la lutte et la prévention, s'agissant de maladies animales transfrontières comme la fièvre aphteuse et la peste porcine classique. Le Projet de lutte progressive contre la fièvre aphteuse dans la région andine a permis de renforcer les programmes nationaux et les mécanismes de coordination de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela, par l'intermédiaire du Comité technique d'évaluation de la santé agricole de la Communauté andine (COTASA). La FAO coordonne le Plan continental d'éradication de la peste porcine classique, et a élaboré un projet sous-régional pour soutenir la lutte contre cette maladie dans les pays andins. De la même manière, une surveillance de la présence du virus de la grippe dans les exploitations avicoles et d'élevage de porcs a été effectuée dans les pays des Andes, d'Amérique centrale et des Caraïbes.

[8] Activités en lien avec les points 45, 78, 79 et 80.

27. Pour ce qui est de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments, la FAO a aidé les pays à renforcer leur participation au *Codex Alimentarius* et à intégrer les normes du *Codex* dans la législation et les pratiques nationales, ainsi qu'à diffuser les bonnes pratiques en matière de manipulation des aliments.

Priorité transversale: Parité hommes-femmes et jeunesse

28. Les activités de la FAO ont pris en compte les considérations de parité hommes-femmes en matière d'accès aux ressources, aux biens et services et à la prise de décisions dans les zones rurales. Pour ce faire, ces considérations ont été intégrées en tant que priorité transversale dans toutes les activités menées dans la région, et des études ont été conduites et des recommandations de politiques émises en Argentine, au Brésil et au Chili. D'autres sont en cours au Costa Rica, en Équateur, au Mexique, au Pérou et en République dominicaine. En outre, des projets de coopération spécifiques ont été déployés en Équateur, en Uruguay et en El Salvador pour renforcer les capacités et l'institutionnalisation de l'intégration des considérations de parité hommes-femmes.

Recommandation prioritaire: Aide à Haïti[9]

29. Une attention particulière a été accordée à la recommandation de la trente et unième Conférence régionale visant à renforcer la coopération avec la République d'Haïti. En conséquence, c'est sur ce pays qu'a été axé le plus gros pourcentage des ressources du budget total des projets que la FAO avait en cours dans la région en octobre 2011, réparti de manière équilibrée entre les différentes priorités liées à la sécurité alimentaire, au changement climatique et à l'agriculture familiale.

30. La mise en œuvre du programme de terrain en Haïti a été renforcée, son budget passant de 3 millions d'USD en 2006 à 23 millions en 2010, avec une augmentation importante des projets de coopération technique, qui surclassent les projets de secours d'urgence. Le budget de mise en œuvre de projets en Haïti a quasiment atteint 40 millions d'USD au cours de l'exercice biennal 2010-2011, principalement pour des projets bénéficiant de ressources extérieures et de projets d'urgence (GCP 41 pour cent et OSRO 46 pour cent).

31. Certaines des activités mises en œuvre, comme des projets binationaux coordonnés entre les représentations de la FAO en Haïti et en République dominicaine ou en collaboration avec d'autres organisations, concernent notamment: i) le reboisement de la zone frontalière avec la République dominicaine; ii) une proposition conjointe IICA/FAO visant à optimiser la mise en œuvre des fonds de l'UE; iii) une proposition de projet faite au FIDA pour l'amélioration des conditions de vie et de la sécurité alimentaire des familles rurales pauvres haïtiennes et dominicaines, une attention particulière étant accordée aux femmes et aux jeunes des zones frontalières; iv) la formation de fonctionnaires et de dirigeants d'organisations en matière de sécurité sanitaire des aliments; v) la formation, en République dominicaine, du groupe agriculture et sécurité alimentaire, chargé de faciliter les achats et la logistique d'aide post-séismes; viii) la conduite d'une étude en vue de la création d'un fonds de développement de communautés charbonnières sur la frontière dominicano-haïtienne.

III. Programme de travail et budget 2012-2013

32. Le Programme de travail et budget de la FAO pour l'exercice biennal 2012-2013 s'inscrit dans le Plan à moyen terme (PMT) 2014-2017 et le Plan de travail et budget global (PTB) 2012-2013 de la FAO, approuvé lors de la trente-septième Conférence de la FAO de juin 2011. Il a été élaboré à partir de la programmation axée sur les résultats adoptée par l'Organisation.

33. Le PTB est axé sur les priorités définies par la trente et unième Conférence régionale et répond également aux recommandations issues de l'évaluation externe et de l'évaluation de la parité au sein de la FAO relatives à l'intégration des considérations de parité hommes-femmes dans le programme de travail de l'Organisation.

[9] Activités en lien avec les points 38, 50 et 62.

34. Le Programme de travail et budget biennal 2012-2013, dont les grandes lignes d'action sont présentées ci-après, prévoit un budget estimé à 190,8 millions d'USD, dont 52,0 millions provenant du budget ordinaire de la FAO et 138,8 millions devraient provenir de sources extrabudgétaires. Il est axé sur quatre grands résultats thématiques régionaux et un résultat relatif aux problèmes de gestion et questions transversales, conformément aux priorités de la région[10]; on trouvera des informations détaillées concernant ses activités et indicateurs sur la page web du Bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes à l'adresse http://www.rlc.fao.org/es/agenda/conferencia-regional/.

Amérique latine et Caraïbes - Budget 2012-2013

(en milliers d'USD)

Bureau	Programme ordinaire *(Crédits budgétaires nets)* (a)	Sources extrabudgétaires (b)	Total (a+b)
Bureaux des représentants de la FAO dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes (c)	22,0	92,0	**114,0**
RLC – Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes (d)	20,5	40,0	**60,5**
SLC – Bureau sous-régional pour les Caraïbes (e)	5,1	2,0	**7,1**
SLM – Bureau sous-régional pour l'Amérique centrale (e)	4,4	4,8	**9,2**
Total	**52,0**	**138,8**	**190,8**

a) Révision en février 2012. Estimation en milliers d'USD.
b) Budget estimatif établi par les responsables du budget du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes (mars 2012).
c) Ressources attribuées par les bureaux de pays à l'élaboration de projets et activités de coopération dans les pays.
d) Comprend les ressources attribuées à la sous-région Amérique du Sud [équipe multidisciplinaire de la FAO pour l'Amérique du Sud (SLS)], intégrée pour cet exercice au Bureau régional, à l'exclusion des ressources attribuées par les représentants de la FAO dans les pays de cette sous-région.
e) Ne comprend pas les ressources attribuées par les représentants de la FAO dans les pays de la sous-région.

35. ***Résultat régional 1: « Renforcement des capacités des gouvernements, des parlements et de la société civile pour l'élaboration de législations, de politiques publiques et la mise en place d'institutions en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ».*** Les activités ci-après ont été prévues pour atteindre ce résultat:

- appui technique aux gouvernements, parlements, organisations de la société civile des pays et aux instances d'intégration régionale et sous-régionale, à la mise en place de cadres stratégiques et de directives de politique générale dans le but de renforcer la contribution du secteur agricole (y compris les pêches, l'aquaculture, le développement forestier, etc.), à la lutte contre la pauvreté et au développement rural;
- fourniture aux pays d'informations, d'analyses techniques, de recommandations de politique générale et d'espaces de discussion sur le commerce international et régional ayant une

[10] Voir document LARC/12/5.

influence sur la sécurité alimentaire; renforcement des processus d'intégration économique et développement des marchés.

- collaboration avec les pays en matière d'adaptation de leurs cadres juridiques et institutionnels pour garantir le droit fondamental à l'alimentation;
- collaboration avec les pays à la mise en place de systèmes nationaux et régionaux harmonisés pour la collecte et la diffusion de données relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'informations connexes; et
- garantie de prise en compte de la production de connaissances et de l'aide aux pays ainsi que des considérations de parité hommes-femmes dans les processus de formation et de renforcement des capacités.

36. ***Résultat régional 2: « Gestion durable des ressources naturelles appliquée aux pays de la région et renforcement des capacités nationales et régionales de relever les défis environnementaux comme le changement climatique ».*** Pour atteindre ce résultat, il est prévu de collaborer avec les pays et avec d'autres organismes internationaux et régionaux pour les activités suivantes:

- élaboration de plans sectoriels pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, l'attention étant portée sur les producteurs touchés par les effets du changement climatique et sur la société dans son ensemble, ainsi que sur la sensibilisation de ces derniers;
- utilisation efficace des ressources en eaux et en terres par le secteur agricole, favorisant les technologies qui permettent d'économiser et de capter les eaux, l'accès à des systèmes d'information sur l'utilisation des ressources hydriques et leur renforcement; mise en place de l'aménagement du territoire en tant qu'outil d'inversion des processus de dégradation des terres, contribuant au niveau de la région à l'inventaire mondial des terres prôné par la FAO (Partenariat mondial sur les sols pour la sécurité alimentaire, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation des effets de celui-ci);
- utilisation d'énergies renouvelables non conventionnelles dans des secteurs spécifiques de la filière agroalimentaire en tant qu'énergie de substitution et contribution à la réduction des émissions de carbone;
- intensification durable de la production agricole et bovine des systèmes pastoraux, favorisant l'adoption de systèmes agricoles, d'élevage et forestiers intégrés, dans le but de réduire les émissions unitaires de production et de protéger les ressources hydriques et les sols tout en maintenant la durabilité de la production, l'adaptation au changement climatique et les avantages comparatifs pour accéder aux marchés;
- développement forestier durable en tant que facteur déterminant de l'atténuation des effets du changement climatique, notamment grâce à une aide en matière de droit forestier, au renforcement de REDPARQUES et du programme UN-REDD et aux inventaires forestiers;
- renforcement de la gouvernance forestière dans les pays pour lutter contre l'abattage illégal des arbres et le commerce illégal du bois et des capacités des institutions forestières de gérer les ressources forestières de manière durable;
- encouragement des communautés locales à participer à la gestion des ressources forestières grâce à la formation de petites entreprises et au renforcement des groupes de petits producteurs forestiers locaux et autochtones;
- mise en œuvre du Deuxième Plan d'action mondial pour les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et du Plan d'action mondial pour les ressources zoogénétiques, également grâce à la formation régionale à l'appui de la création de capacités et à une action menée au niveau des pays; et
- soutien à l'approche écosystémique dans les secteurs des pêches et de l'aquaculture en Amérique centrale et en Amérique du Sud, l'accent étant mis sur la sécurité alimentaire, une nutrition de qualité, une croissance économique équitable et la bonne gestion des ressources aquatiques.

37. ***Résultat régional 3: « Renforcement des cadres institutionnels et des capacités de l'agriculture familiale dans les pays ».*** Les activités ci-après ont été prévues pour atteindre ce résultat:

- aide technique à la conception et la mise en œuvre de cadres institutionnels de renforcement de l'agriculture familiale qui envisagent des stratégies d'accroissement durable de la production agricole, forestière et aquacole familiale et le renforcement des capacités locales et nationales d'élaboration et de mise en œuvre de programmes et projets; et
- mise au point d'instruments politiques d'innovation technologique et de services d'aide visant à accroître la productivité et renforcer les systèmes de production familiale agricole, animale, forestière et aquacole, ainsi qu'à améliorer l'accès aux marchés et la contribution à l'approvisionnement en aliments et à la création de revenus de l'agriculture familiale, y compris: i) la mise en place de systèmes de production, de conservation et de commercialisation de semences de qualité pour le renforcement de la production de denrées alimentaires de base; ii) la protection intégrée; iii) le renforcement des capacités de production, la gestion productive et commerciale et les associations de petits producteurs; iv) les achats locaux à l'agriculture familiale liés à des programmes alimentaires sociaux.

38. ***Résultat régional 4: « Renforcement des systèmes nationaux et régionaux de santé animale et végétale et de sécurité sanitaire des aliments ».*** Les activités ci-après ont été prévues pour atteindre ce résultat:

- élaboration et mise en œuvre de stratégies de lutte contre les ennemis des végétaux, leur suivi et leur gestion, en particulier les maladies transfrontalières comme le *Huanglongbin* des agrumes, ainsi que de réduction des risques en matière de manipulation des pesticides, une aide technique étant apportée à l'élaboration, à la mise en œuvre et à la coordination de programmes et projets nationaux et régionaux;
- renforcement des services vétérinaires nationaux et des mécanismes régionaux de coordination en matière de santé animale et publique pour la lutte, la prévention et l'éradication relatives aux maladies animales et zoonotiques prioritaires, ainsi que renforcement des systèmes d'alerte rapide, d'information et de suivi des nouvelles maladies;
- élaboration de stratégies visant à élargir la participation des pays aux commissions techniques et aux groupes intergouvernementaux du *Codex Alimentarius* pour la préparation et l'examen des cadres normatifs et des normes de qualité et de sécurité sanitaire des aliments au niveau régional et mondial;
- renforcement des capacités des services nationaux de sécurité sanitaire et de qualité des aliments en matière de mise en œuvre de cadres réglementaires fondés sur le *Codex* ainsi que de systèmes de contrôle de qualité et de sécurité sanitaire des aliments et d'adoption de pratiques garantissant la sécurité sanitaire;
- renforcement de REDPAN, le réseau des inspecteurs et techniciens des pêches d'Amérique latine, et appui à l'organisation de la dix-septième Réunion de REDPAN en 2012; et
- encouragement d'une consommation de poisson saine dans les pays de la région pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.

39. ***Résultat régional 5: « Renforcement de la réforme de la FAO dans la région et intégration croissante de l'égalité hommes-femmes ».*** Les activités ci-après ont été prévues pour atteindre ce résultat:

- renforcement de la décentralisation de la FAO dans la région grâce aux mesures suivantes: i) renforcement des bureaux sous-régionaux; ii) intégration progressive des projets régionaux ou sous-régionaux de secours d'urgence dans les activités de gestion et de suivi du bureau régional; iii) coordination toujours plus importante des projets de secours d'urgence avec les projets de développement dans les pays; iv) application de la gestion axée sur les résultats dans tous les bureaux nationaux de la région; v) coordination du programme ordinaire avec le programme de terrain; et vi) renforcement des alliances avec les partenaires stratégiques actuels et élargissement à de nouveaux partenaires, comme dans le cas de l'Australie, avec la mobilisation de ressources permettant, en collaboration avec la FAO, une plus grande coopération avec la région;

- mise en œuvre des recommandations de la Conférence régionale conformément aux résultats escomptés du Programme de travail pluriannuel de la Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes;
- renforcement de l'intégration des considérations de parité hommes-femmes dans les domaines prioritaires et les projets de la région et dans l'action des bureaux de la FAO. Élaboration de recommandations de politique générale liées à la condition des femmes dans différentes situations de travail, comme les salariées agricoles temporaires, les productrices agricoles et les travailleuses familiales non rémunérées, ainsi que dans des emplois ruraux non agricoles et à leur relation avec la lutte contre la pauvreté; et
- meilleur accès des pays aux informations, aux connaissances et à la formation dans des domaines prioritaires pour la région, grâce à une structure d'accès numérique perfectionnée et conviviale, à des publications pertinentes et de grande qualité, à la communication publique de l'action de la FAO dans la région et à la mise en œuvre du plan de formation.